NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier *Saint-Denis*

Lundi 12 septembre 2022

Face à la flambée des prix, ripostons bec et ongles pour nos salaires

Guerre, inflation, catastrophe climatique, risque de récession… Après la crise sanitaire, le capitalisme accumule les fléaux. Macron annonce désormais la « fin de l'abondance et de l'insouciance ». Chaque ministre y va de son « petit geste » pour éviter les coupures de courant cet hiver, et le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, nous invite à enfiler un pull pour baisser le chauffage. Manière toute d'arrogance de préparer l'offensive à venir contre le monde du travail !

Mais de quelle insouciance parle-t-on ? Celle des riches qui polluent la planète avec leurs jets privés ? Les 10 % les plus riches sont responsables de la moitié des émissions de CO_2 mondiales. Ceux-là obtiennent des dérogations pour arroser leurs golfs en pleine sècheresse ou continuer d'acheter Ferrari ou Lamborghini quand on annonce l'interdiction des voitures thermiques en Europe en 2035.

Qu'importe si la planète brûle, si les inondations meurtrières succèdent à la canicule, particulièrement désastreuses dans les pays les plus pauvres, comme actuellement au Pakistan où elles ont fait plus de 1 300 morts. En France, l'Insee estime que 14 % de la population va connaître au moins 20 journées anormalement chaudes chaque été dans les décennies à venir. Les plus pauvres en subiront les pires conséquences avec des logements mal isolés. Les mêmes qui, en hiver, doivent choisir entre se chauffer ou manger.



Centimes pour les uns, milliards pour les autres

Côté abondance, le fromage n'est pas mieux partagé. Salaires et pensions ont fondu, et cela continue, face à une inflation qui atteint déjà 6 % sur un an. Les patrons trouvent toutes les excuses du monde pour monter les prix : invasion de l'Ukraine (mais la hausse de l'énergie avait commencé bien avant !), coûts de transport, pénurie de composants, etc. La réalité est que la hausse des prix alimente directement les profits. Au deuxième trimestre 2022, les grandes entreprises ont encore battu les records de dividendes versés à leurs actionnaires. Dans l'automobile, Stellantis (résultat de la fusion de PSA et Fiat-Chrysler) a augmenté ses bénéfices de 34 % au premier semestre 2022 par rapport à 2021, alors même que les ventes ont reculé.

Ce n'est qu'hypocrisie quand on entend parler de taxer les superprofits des compagnies pétrolières et du fret maritime. Jusqu'au chroniqueur au journal patronal *Les Échos*, qui découvrirait que cela « n'a rien d'incongru ni d'anormal a priori ». Si c'est pour accorder de nouvelles baisses d'impôt à l'ensemble des entreprises et tout juste mieux partager les profits entre patrons, la belle affaire !

L'urgence est à la hausse des salaires

La préoccupation du gouvernement est surtout d'empêcher une véritable hausse des salaires, d'éviter que le patronat ait à mettre la main à la poche ! Et c'est pour mettre toujours plus la pression sur les chômeurs, les obliger à accepter n'importe quel boulot précaire et sous-payé qu'il annonce une énième réforme du chômage. Le patronat se plaint de la pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie, le bâtiment, les bus, le personnel soignant… Qu'il augmente les salaires et améliore les conditions de travail !

Cette hausse des salaires indispensable face au coût de la vie, 300 ou 400 euros au moins pour rattraper leur retard par rapport aux hausses de prix, il faudra l'imposer au patronat. Les travailleurs anglais ont donné l'exemple, avec des grèves massives ces dernières semaines. En France, les grèves, nombreuses mais isolées au début de l'été, celles dans les transports en commun en cette rentrée, montrent que la colère est bien là. Il faut qu'elles se multiplie nt et s'unissent pour l'emporter.

Des directions syndicales appellent à la mobilisation le 29 septembre. Saisissons l'occasion pour que ce premier avertissement soit massif. Mais surtout préparons la suite : discutons entre nous et organisons-nous pour frapper tous ensemble le plus fort possible.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants : etincellenpa.chsd@gmail.com
Sites internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/ *et* https://nouveaupartianticapitaliste.org/

Ça ne peut plus durer

Des collègues ont, à nouveau, été agressés aux urgences. Cette fois-ci par une patiente connue pour troubles psychiatriques qui a été jusqu'à mordre. Cela ne peut plus durer. La sécurité des salariés doit être assurée.

Surchauffe en maternité : mesures insuffisantes

Devant le manque de lits en maternité, fermés du fait de la pénurie de sages-femmes, l'ARS a mis en place deux dispositifs juste avant l'été.

Une **cellule de transfert** pour les patientes accouchées ou en début de travail, pour lesquelles nous n'avions pas de place. Les critères d'inclusion et le fait que celle-ci ne soit fonctionnelle qu'en journée n'a pas permis d'aider beaucoup les équipes ! Les patientes ont malheureusement dû attendre souvent dans des conditions précaires l'obtention d'un lit ou qu'une maternité du territoire les accepte, sans l'aide de ce dispositif…

Le financement de **médiateurs en santé** pour aider les parturientes à trouver une maternité pour leur suivi de grossesse… Les inscriptions, sauf pathologie, sont actuellement fermées jusqu'en janvier au Centre hospitalier de Saint-Denis ! Là encore, nous accueillons quotidiennement aux urgences des patientes dont la grossesse n'a pas été suivie et qui ne sont inscrites dans aucune maternité.

Cela fait des années que les équipes alertent les pouvoirs publics sur les dangers liés à la pénurie de personnel pour la santé des femmes enceintes et des nouveau-nés. Leur inertie aboutit à la situation actuelle qui ne fait qu'empirer !

Match d'impros

La situation de sous-effectif en maternité entraîne des réorganisations des équipes toutes professions confondues quasi au jour le jour, parfois imposées sans concertation. Ces mesures autoritaires ne règlent pas les problèmes, nous épuisent et nous font perdre la cohérence de notre travail.

Prenons nos affaires en main, tous ensemble !

Pénurie de serveur !

Ce n'est pas un serveur pour le café ou le thé que nous demandons, mais un serveur informatique fonctionnel ! Pour pouvoir faire notre travail !

C'est open

Les extensions des longs-séjours gériatriques ouvrent… Quelques postes ont été gagnés mais c'est encore bien insuffisant pour assurer un travail et un soin digne des personnes âgées. Le combat ne fait que commencer pour imposer la fin de la limitation des moyens humains en gériatrie, décidée arbitrairement par des politiques ne se souciant que du moindre coût, voire du profit. La lutte est ouverte, nous sommes tous concernés.

La rentrée des claques

Une nouvelle fois, les structures syndicales apparaissent en ordre dispersé. Une manifestation le 22, une le 27, une le 29, d'autres en octobre sans doute. Des mobilisations par groupe, par usine, par service, par profession. Que de velléités de lutte mais à quand le tous ensemble ? Bref, il faut s'organiser nous-mêmes par en bas sans attendre personne et se saisir de toutes les occasions de protester.

Fin de règne vs. fin du mois ?

Alors que les grèves sur les salaires n'ont cessé de s'amplifier ces derniers mois, touchant en Grande-Bretagne les secteurs de la poste, les éboueurs, les dockers, les chemins de fer… les funérailles de la reine d'Angleterre vont coûter 35 millions d'euros aux Britanniques !

Face à l'inflation et à la crise économique qui s'aggravent, ce n'est que par la grève que les travailleurs de Grande-Bretagne et de partout ailleurs pourront s'en sortir et arracher les richesses des mains des rois de ce monde.

Ce n'est pas aux ouvriers de payer la facture de gaz des patrons !

Les verreries Duralex et Arc international ont annoncé du chômage partiel cet hiver. Ces patrons préfèrent cesser la production plutôt que de payer les factures de gaz et d'électricité. 250 ouvriers du Loiret et 1 600 du Pas-de-Calais verront leur salaire amputé de 30 % et le reste sera financé par la collectivité. Les actionnaires des grands groupes du verre et de l'énergie auraient pourtant largement les moyens de payer !

Du fric il y en a pour les flics !

Élisabeth Borne a annoncé la semaine dernière le recrutement de 8 500 policiers et gendarmes dans les cinq années à venir, dont 3 000 dès 2023. La pénurie de profs et d'hospitaliers (entre autres) continue de s'aggraver et le gouvernement recrute… plus de flics.

Verse à la collecte

La parution de ce bulletin, au plus près des préoccupations des travailleurs du Centre hospitalier de Saint-Denis, dépend de la contribution financière des travailleurs qui le lisent et l'apprécient.

Si tu veux le soutenir, verse à la collecte qui sera faite aux entrées de l'hôpital le **30 septembre** prochain.